

Ben Fayot

L'Année européenne du Développement 2015

Notre monde, notre dignité, notre avenir

C'est avec ce slogan que se déroule depuis le début de l'année nouvelle l'Année européenne du développement (AED) destinée à sensibiliser le public à la politique de coopération au développement de l'Union européenne et des États membres, les plus importants donateurs du monde.

Certes, il y a foison de journées et d'années européennes et internationales sur à peu près toutes les bonnes causes. La question est légitime de se demander à quoi peuvent servir de telles manifestations.

Plusieurs objectifs sont possibles. Les organisations non gouvernementales (ONG) peuvent y trouver l'occasion de développer encore plus leur politique de sensibilisation et de mieux faire connaître leurs projets au grand public. Le gouvernement d'un pays comme le Luxembourg qui consacre 1,06% de son RNB à la politique de développement a intérêt à expliquer à son opinion publique les raisons de son engagement. Car il en faudra de plus sérieuses que la seule affirmation d'une politique de coopération comme faisant partie de la politique étrangère, sous-entendu pour améliorer le renom du Grand-Duché chahuté par Luxleaks. Enfin, au-delà de l'unique débat annuel à la Chambre sur le rapport de la coopération luxembourgeoise, des activités diverses et vivantes surtout à l'intention des jeunes et des moins jeunes peuvent amener ceux-ci

à réfléchir au monde dans lequel ils vivent et aux défis qu'il contient pour nous tous.

Ce n'est pas anodin et cela mérite un sérieux effort de relations publiques et de

Au lieu de parler du monde en développement, l'expert a parlé d'un monde en développement. [...] le monde entier doit se développer ensemble de façon durable dans une approche coopérative

communication intelligentes et bien fondées¹. Car le « produit » à promouvoir – une politique nationale de coopération bi- et multilatérale et l'apport du Luxembourg à la politique de l'UE avec un enveloppe de 323 millions d'euros « cimentée » jusqu'en 2018 – n'est pas de ceux dont on prend la mesure d'un seul coup.

Sans doute, ému par les images de bébés africains amaigris, chacun peut être amené à mettre la main à la poche sans trop réfléchir à quoi peut servir son geste sinon à se donner bonne conscience. Mais le défi est autrement vaste et une réflexion s'impose tout au long des années. La politique de coopération est en évolution permanente. Les experts considèrent que les objectifs du millénaire adoptés en 2000 par 189 gouvernements de la planète pour com-

battre la pauvreté ont été un succès, mais dans certains domaines seulement. Depuis l'année de référence 1990, ils notent p. ex. que l'extrême pauvreté (c'est-à-dire la proportion de la population mondiale vivant avec moins de 1,25 dollars par jour) a diminué, que le nombre d'enfants « présentant une insuffisance pondérale (donc affamés de façon permanente) a baissé dans beaucoup de régions du monde » et que la scolarisation des garçons comme des filles a sensiblement augmenté². Mais la pauvreté n'en est pas pour autant éradiquée, même si certains pays d'Afrique et d'Asie ont fait de gros progrès qui cependant n'ont pas servi à améliorer le sort de tous les habitants de la même manière.

2015 – une année charnière

Si l'année 2015 a été choisie pour l'AED, c'est aussi parce qu'elle pourrait être une année charnière pour une gouvernance mondiale plus juste et plus équitable. Car il y aura au cours de cette année la 3^e conférence internationale sur le financement pour le développement à Addis Abeba, un Forum mondiale de l'éducation en Corée, un G20 sur les finances en décembre et la conférence des Nations Unies sur le changement climatique à Paris également en décembre. 2015 sera donc une

Ben Fayot est ambassadeur spécial de l'année européenne du développement

année de grands débats au plus haut niveau sur les sujets les plus importants de notre temps.

En septembre 2015 l'Assemblée générale de l'ONU est censée adopter de nouveaux objectifs du millénaire 2015-2030. À cette fin, les réflexions et les discussions vont bon train depuis au moins deux ans. Le 9 janvier 2015, lors de l'ouverture officielle de l'AED 2015 à Riga (Lettonie), nous avons pu entendre un des experts chargés d'élaborer l'agenda de l'après 2015³ pour le secrétaire général de l'ONU. Pour cet expert, à travers la congruence de multiples rendez-vous mondiaux, cette année 2015 est la meilleure opportunité pour établir une « road map » pour l'avenir à condition que le plus de pays possibles prennent leur responsabilité dans la gouvernance mondiale.

Au lieu de parler *du* monde en développement, l'expert a parlé *d'un* monde en développement⁴. Il n'y a donc pas seulement une partie du monde (« le tiers monde ») qui a besoin de se développer, mais le monde entier doit se développer ensemble de façon durable dans une approche coopérative globale pour maîtriser la pauvreté, les changements climatiques, les grandes maladies, l'exploitation des ressources naturelles. Il faut fournir à tous des services de santé et des services sociaux et dans cette approche privilégier les pays pauvres et dans ces pays les plus pauvres. De même il faut créer des emplois durables pour tout le monde, de nouvelles

infrastructures et un bon accès pour tous à ces infrastructures de transport et de communication.

Le monde évolue sans cesse, et les pays, des plus riches aux moins riches, changent ; dans tous les pays, il y a de plus en plus de gens qui paient des impôts, donc les États disposent de fonds pour se développer eux-mêmes. Il se crée des classes moyennes qui seront de plus en plus intéressées au développement durable, à améliorer les services et les infrastructures. Les pays qui autrefois ont reçu de l'aide se transforment en donateurs. La globalisation doit devenir meilleure ; la surexploitation des ressources doit être prévenue par une politique globale faite d'incitations, de règles globales et une innovation constante. Essentiellement, dit l'expert, il s'agit de faire confiance aux femmes et aux hommes dans les pays en développement pour trouver seuls leur chemin vers une vie meilleure en leur en donnant les moyens.

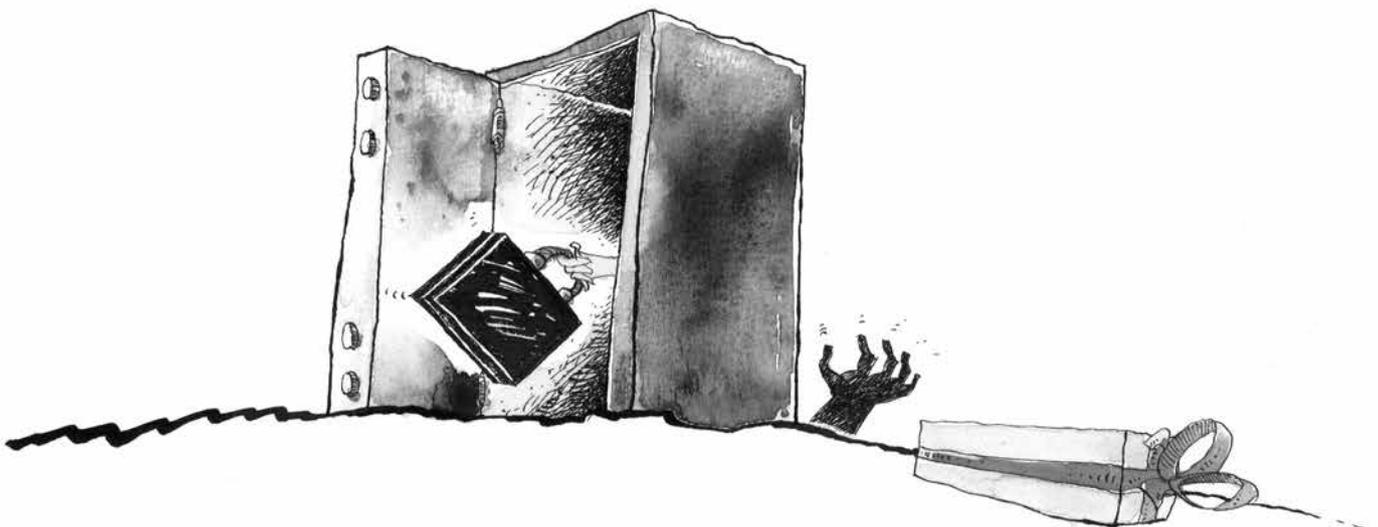
Cette approche volontariste et optimiste d'un expert en « globalisme » peut faire sourire car elle fait l'impasse sur les égoïsmes nationaux et les luttes pour la redistribution, les tensions internationales et les impérialismes qui se servent de la politique de développement pour asseoir les positions des grandes puissances et des alliances. Mais l'expert ne s'en émeut pas outre mesure. Selon lui, à mesure que la population de la planète augmente, les conditions objectives forcent les États à l'action. Il faudrait seulement que des pays

importants qui poursuivent les mêmes objectifs (« like minded », comme p. ex. ceux de l'UE) s'accordent pour marquer le départ d'une dynamique qui pourrait s'étendre ensuite au monde entier.

L'approche onusienne qui essaie de tenir compte de tous les principaux défis dans une réflexion commune est déclinée une fois de plus par les experts sur un mode pas tellement différent. Cette approche se trouvait déjà dans les OMD de 2000 : l'objectif de l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim était lié à l'effort pour l'éducation primaire pour tous, à la promotion de l'égalité des sexes, à la réduction de la mortalité infantile comme à la lutte contre les grandes maladies (sida, paludisme et autres). S'y ajoutaient la nécessité d'un environnement durable et la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement en matière de commerce et de régulations financières.

La même approche se retrouve dans la résolution adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU du 16 septembre 2005 à la suite du Sommet mondial de 2005 qui a réaffirmé les OMD de 2005. Ce n'est ni plus ni moins la tentative de replacer au centre des efforts « le rôle précieux » des grandes conférences organisées par l'ONU dans les domaines économiques et sociaux, le multilatéralisme et la coopération internationale en matière de développement⁵.

La lutte contre le changement climatique, le développement durable, des régulations



financières efficaces et justes sont autant de mots clefs qui déterminent notre avenir. Peut-on espérer que les grandes puissances abandonnent leur égoïsme pour agir en commun? Peut-on s'attendre qu'au cours de 2015 les opinions publiques se rendront compte de l'importance des choix à faire pour la vie quotidienne de chacun de nous? Se rendront-elles compte qu'il en résultera des choix de vie pour chacun? Peut-on élever le débat à ce niveau avec la perspective de 2030 voire 2050? Sommes-nous capables d'une telle réflexion sur le long terme tout en faisant des choix viables pour aujourd'hui et demain?

La solidarité d'en bas

On ne peut certes pas s'attendre à ce que chaque citoyen qui veut «faire quelque chose» contre la pauvreté dans le monde ait lu et suive en permanence les grands programmes internationaux. Beaucoup de gens coopèrent au développement dans nos pays partenaires et ailleurs dans le monde poussés par l'amour du prochain,

l'esprit de solidarité, pour donner «des coups de pouce» afin de rendre le monde meilleur.

Lors du lancement de l'AED à l'Athénée de Luxembourg, le 14 janvier 2015, l'exemple de Marie-Paule Georges a été relevé. Cette professeure est revenue d'un voyage en Afrique du Sud avec la ferme intention d'aider les enfants des townships en leur fournissant des repas chauds à l'école. De là est parti l'engagement de l'Athénée en 1998 pour l'ONG WARMTH⁶.

La solidarité et la responsabilité des individus comme de leur communauté sont les fondements indispensables de la politique de développement. Une politique globale ne peut exister sans les initiatives locales, l'engagement pour les autres et le refus de l'égoïsme, qu'il soit national ou européen. Comme Marie-Paule Georges, des centaines, des milliers de femmes et d'hommes vivent la coopération au développement au quotidien, dans le cadre des

95 ONG présentes sur notre territoire et actives dans le monde entier.

C'est cette volonté d'en bas qui rend seule possible l'action d'en haut. Au-delà des grands débats, nécessaires sans aucun doute, c'est cette composante humaine que l'AED doit montrer, raconter, décliner avec tous les moyens de la communication d'aujourd'hui. ♦

1 www.europa.eu/eyd2015

2 Rapport européen sur le développement, Après 2015, Une action mondiale pour un avenir inclusif et durable, Chapitre 1, Les leçons de l'expérience des OMD, p. 12 à 25.

3 Il s'agit du Pakistanais Homi Kharas de la Brookings Institution, New-York, dont la conférence peut être écoutée sur www.kapuscinskilectures.eu/lectures/transition-to-a-developing-world/

4 "Transitioning from 'the Developing World' to 'a Developing World'".

5 <http://www.un.org/Docs/journal/asp/ws.asp?m=A/RES/60/1>

6 Acronyme pour War against malnutrition, tuberculosis and hunger.

